

Pascal TODJINO  
Secrétaire Général de la CGTB  
Délégué Travailleur de la République du Bénin à la Conférence

Genève, le Mercredi 06 Juin 2012

## **Contenu de l'intervention**

Monsieur le Président,

Je vous remercie de m'avoir permis de prendre la parole à cette 101<sup>ième</sup> session de la Conférence Internationale du Travail et vous féliciter pour votre brillante élection au Poste de Président de la Conférence.

Félicitation aussi à notre grand ami Guy Ryder, syndicaliste chevronné, premier secrétaire général de la CSI, pour son élection au poste de Directeur Général du BIT. Plein succès pour ses nouvelles fonctions.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs Assistants à la Conférence,

Le dialogue social est l'un des socles essentiels sur lesquels repose le travail décent. Mais au Bénin, ce mécanisme de prévention des crises sociales souffre d'un rhume grave qui m'amène à faire mon intervention sur trois points essentiels marquant le recul dangereux de la démocratie au Bénin :

- 1) la violation répétée de la Constitution et des lois de la République devenue un sport favori du Gouvernement en place. C'est par exemple le cas de la remise en cause des acquis des douaniers

béninois en matière de droit de grève consacré par la Constitution du Bénin et confirmé par la Cour Constitutionnelle;

- 2) Le non respect des engagements pris par le Gouvernement. C'est le cas de l'augmentation de salaire négociée entre syndicats et le Gouvernement et confirmée par un décret pris en Conseil des Ministres. L'application de cet accord élimina les enseignants qui ont protesté par des grèves pouvant invalider l'année scolaire. N'eut été l'intervention citoyenne des Secrétaires Généraux de la CGTB, de la CSTB, de la COSI-Bénin et de la CSA-Bénin, demandant aux grévistes de suspendre leurs mouvements pour éviter à notre Pays une année scolaire blanche, ces grèves pouvaient se poursuivre plus longtemps avec leurs conséquences. La demande de reprise de dialogue faite par les organisations précitées depuis près de trois mois reste sans suite à ce jour.
- 3) La privation des libertés fondamentales s'installe à une allure vertigineuse et si rien ne vient contrer le gouvernement, le Bénin deviendra le siège de la dictature en Afrique.

C'est le cas des interdictions de marche, de grève par prélèvement sur salaire pour fait de grèves licites contrairement à la loi sur l'exercice du droit de grève au Bénin encore en vigueur, menaces de radiation des grévistes, brutalité physique et psychologique, ouverture de centres d'enregistrement dans les casernes et les brigades de gendarmerie pour l'inscription de postulants à la fonction enseignante, bastonnade des grévistes, d'enseignants et d'étudiants en mouvement de protestation pacifique, etc.

Au moment où je vous parle, pas plus tard que le jeudi 31 Mai 2012 dernier, les travailleurs de la Société privée appelée «**Bénin Contrôle SA et PVI**», en simple sit in au Ministère des Finances, ont été matraqués et dispersés avec l'utilisation de gaz

lacrymogène par des hommes en armes alors qu'ils ne réclament pacifiquement que la survie de leurs emplois menacés.

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs

Il reste une seule chose au Bénin pour parachever l'œuvre de destruction de notre démocratie, c'est de détruire aussi les syndicats les plus crédibles qui sont encore les seuls à défendre la démocratie. Et cela a commencé dès lors qu'on s'attaque déjà aux fondamentaux syndicaux avec des projets ou propositions de lois qui éliminent la survie syndicale au Bénin. Aujourd'hui c'est la chasse aux responsables syndicaux non soumis. Etc.

Au total, le dialogue social est en panne au Bénin qui est en refondation dont on ne connaît le contenu et les effets que par la remise en cause des acquis démocratiques obtenus de hautes luttes par le peuple béninois.

Si la CGTB, avec l'accord des confédérations précitées, fait cette intervention à cette tribune, c'est pour prévenir et demander au BIT et notamment à son Directeur Général, d'envoyer en urgence une mission de Haut Niveau au Bénin pour se rendre compte des dérapages qui s'observent avant qu'il ne soit trop tard.

Mesdames et Messieurs

Je vous remercie pour votre bien aimable attention

**Pascal TODJINO**  
**SG/CGTB du Bénin**  
**République du Bénin**  
**Tél. 00229 95150755**